

Questions orales

millions de dollars. J'aimerais bien savoir cet après-midi si le Parti réformiste va voter en accord avec son discours officiel.

* * *

[Français]

LA RÉFORME DES PROGRAMMES SOCIAUX

M. Maurice Dumas (Argenteuil—Papineau): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Développement des ressources humaines.

Le ministre a indiqué en cette Chambre le 9 mars dernier qu'il voulait examiner les programmes de sécurité de la vieillesse. Devant le tollé ainsi provoqué, le premier ministre a décidé que l'étude se limiterait au Régime de pensions du Canada et aux REER. Cette étude devait être présentée au mois de juin dernier, mais le gouvernement l'a visiblement retardée.

Ma question est la suivante: Le ministre peut-il nous indiquer les raisons qui expliquent le retard du gouvernement à faire connaître ses intentions en déposant l'étude qu'il avait promise pour le mois de juin?

• (1450)

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien): Monsieur le Président, nous parlons actuellement avec un certain nombre de groupes et d'organismes de tout le Canada, notamment ceux qui représentent les personnes âgées, pour avoir leur point de vue.

Je voudrais profiter de cette occasion pour corriger la déclaration erronée que le député a faite par inadvertance, j'en suis sûr, lorsqu'il a dit que nous avons déclaré que nous ferions quelque chose au sujet des pensions de vieillesse. Nous n'avons jamais dit cela. Nous avons dit que nous allions préparer un document pour envisager les conséquences à long terme des questions de sécurité du revenu au Canada.

C'est un engagement qui figure dans le budget et c'est tout.

[Français]

M. Maurice Dumas (Argenteuil—Papineau): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire. Est-il toujours de l'intention du ministre de sabrer dans les programmes pour les personnes âgées afin de financer d'autres programmes du gouvernement fédéral? Devra-t-on attendre après le référendum québécois pour en connaître la réponse?

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien): Monsieur le Président, cela n'a jamais été et ne sera jamais notre intention; la réponse est non.

HAÏTI

M. Bob Mills (Red Deer): Monsieur le Président, la semaine dernière le gouvernement s'est engagé à envoyer des troupes et des agents de la GRC en Haïti. Hier, le surintendant principal de la GRC, M. Pouliot, a déclaré que le recyclage des forces policières haïtiennes prendrait entre sept et 10 ans.

Étant donné que le premier ministre demande aux soldats et aux gendarmes canadiens d'aller risquer leur vie en Haïti, où règne le chaos, et aux contribuables canadiens de payer pour cette opération, le premier ministre peut-il au moins nous dévoiler son plan d'action, ce qu'il en coûtera et pendant combien de temps les Canadiens pourraient rester en Haïti?

L'hon. André Ouellet (ministre des Affaires étrangères): Monsieur le Président, je rappellerai au député que la grande majorité des Canadiens connaissent et appuient les engagements qu'a pris le Canada auprès des Nations Unies.

Il va de soi que lorsque le Canada répond à une demande des Nations Unies, nous nous conformons à une tradition qui consiste à aller là où on nous demande d'aller, surtout lorsqu'il s'agit d'une région près de notre pays, dans notre hémisphère.

M. Bob Mills (Red Deer): Monsieur le Président, le gouvernement allonge trop la sauce.

Puisque les Canadiens ne peuvent obtenir aucune réponse au sujet du plan, ce qu'il coûtera, combien de temps nous serons là-bas, pourrions-nous au moins connaître la nature des engagements, envers qui ils ont été pris, et le gouvernement pourrait-il nous dire pourquoi il est impossible d'expliquer ces engagements à la population canadienne?

L'hon. André Ouellet (ministre des Affaires étrangères): Monsieur le Président, le député a clairement tous les chiffres qu'il souhaite, lesquels font d'ailleurs partie des prévisions budgétaires. Des témoins qui ont comparu devant le comité parlementaire ont fourni toute l'information pertinente. Je ferai parvenir au député une lettre contenant tous les chiffres auxquels il a déjà accès.

* * *

[Français]

LA PÊCHE AU TURBOT

M. Yvan Bernier (Gaspé): Monsieur le Président, à plusieurs reprises, le ministre des Pêches a encouragé le projet de pêche au turbot des pêcheurs gaspésiens, en mars dernier, au Boston Seafood Show, devant les pêcheurs, en avril, devant son homologue québécois et en juillet dernier, le ministre l'a lui-même reconnu dans une entrevue accordée à la presse canadienne. Pourtant, le 20 juillet, à quelques heures de préavis, le ministre a interdit aux pêcheurs gaspésiens l'accès à la ressource, alors qu'il venait d'investir plus de 700 000 \$.

Le ministre reconnaît-il que sa volte-face est la seule responsable de la saga du turbot de cet été qui a mené à l'arrestation des pêcheurs gaspésiens, leur mise à l'amende et à la perte d'investissements de plusieurs centaines de milliers de dollars?